

## L'ONU encourage les Etats d'Afrique centrale à disposer d'institutions adéquates pour garantir des élections libres

**Malabo (Guinée équatoriale), 1<sup>er</sup> août 2014** – L'importance des processus électoraux crédibles et pacifiques dans la prévention des conflits était l'une des questions essentielles débattues lors de la 38<sup>e</sup> réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale (UNSAC), dont les travaux ont débuté le 29 juillet au Centre de conférences de Sipopo, à une quinzaine de kilomètres de Malabo, la capitale de la Guinée équatoriale. Le Secrétaire général de l'ONU s'en est réjoui dans un message lu par son Représentant spécial pour l'Afrique centrale, M. Abdoulaye Bathily, lors de la cérémonie officielle d'ouverture de la session ministérielle dudit Comité, le 1<sup>er</sup> août.

M. Ban Ki-moon a salué la démarche des dirigeants de la sous-région, rappelant qu'elle s'inscrit dans un contexte marqué par un agenda électoral dense pour les deux prochaines années. « Comme vous le savez, les élections sont parfois l'occasion de tensions sociopolitiques accrues. Il importe donc que les États disposent de ressources et d'institutions adéquates pour garantir des élections libres, démocratiques et transparentes », a-t-il souligné. Il a plaidé en faveur du renforcement du rôle positif de toutes les structures impliquées dans les processus électoraux, y compris les commissions électorales, les juridictions chargées de régler les contentieux, ainsi que les entités techniques, médiatiques et politiques concernées. « Ces acteurs ont le potentiel de contribuer de manière importante à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la démocratie en Afrique centrale », a rappelé le Secrétaire général des Nations Unies.

Les participants à la 38<sup>e</sup> réunion de l'UNSAC ont également développé ce point de vue. « Le succès d'une élection, ce n'est pas la tenue de l'élection elle-même, mais celui de tout le processus qui y conduit », a résumé M. Pierre Siméon Athomo-Ndong, Chef de l'Unité d'appui électoral à la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), invité par l'UNOCA pour faire un exposé sur ce thème spécial. Il a renouvelé la disponibilité de la CEEAC d'accompagner les Etats membres afin qu'ils renforcent davantage leurs capacités nationales et leurs infrastructures électorales. Le Comité a invité la CEEAC à proposer des modalités pratiques de la mise en œuvre de ce projet lors de la prochaine réunion.

En dehors de cette question relative aux processus électoraux, le Comité a examiné la situation géopolitique et sécuritaire en Afrique centrale. Dans ce chapitre, les ministres des Affaires étrangères et les chefs de délégations présents à Malabo ont adopté un « Appel sur le Forum de réconciliation nationale et du dialogue politique inter-centrafricain » tenu du 21 au 23 juillet à Brazzaville. Ils y exhortent les différentes parties prenantes dans la crise centrafricaine à respecter l'Accord sur la cessation des hostilités et des violences. Ils ont aussi saisi cette occasion pour rendre hommage, une fois de plus, au travail de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), qui passera le relais, le 15 septembre, à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA).

Par ailleurs, les participants témoignent leur reconnaissance aux pays frères et amis de la RCA pour « leur assistance multiforme dans le cadre des efforts en vue du retour d'une paix durable » dans cet Etat membre de l'UNSAC. De même, ils expriment leur gratitude aux Nations Unies, à l'Union africaine et à la CEEAC ainsi qu'aux partenaires régionaux et internationaux pour « leur appui important à la médiation internationale » placée sous l'égide du Président Denis Soussou Nguesso du Congo.

Le Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale fera une nouvelle évaluation de la situation globale dans la sous-région lors de sa 39<sup>e</sup> réunion prévue à Bujumbura en novembre 2014. La Guinée équatoriale assurera la présidence du Comité jusqu'à cette session du Burundi, qui occupe la première vice-présidence de l'institution. L'Angola (2<sup>e</sup> Vice-présidence) et le Gabon (Rapporteur) complètent le bureau mis en place à Malabo où le bilan de l'ancienne équipe conduite par le Tchad a été salué par le Comité.